

DECLARATION OBLIGATOIRE SUR L'HONNEUR

NOM :

Prénom :

Je demeure actuellement à l'adresse suivante :

Article 272 du Code civil :

« Dans le cadre de la fixation d'une prestation compensatoire, par le juge ou par les parties, ou à l'occasion d'une demande de révision, les parties fournissent au juge une déclaration certifiant sur l'honneur l'exactitude de leurs ressources, revenus, patrimoine et conditions de vie ».

Je reconnais avoir pris connaissance des dispositions de l'article 272 du Code civil.

Je reconnais également avoir été informé(e) des dispositions suivantes :

- La présente attestation sur l'honneur a un caractère obligatoire ;
- En cas d'absence d'établissement par moi-même et de production de la présente attestation ou de production d'une attestation incomplète ou inexacte :
 - Ma demande de prestation compensatoire pourra être définitivement rejetée par le juge et je ne pourrai plus présenter une nouvelle demande à ce titre et/ou
 - La demande de prestation compensatoire présentée par mon conjoint pourra être retenue dans sa globalité à mon préjudice.
- Cette attestation sera versée à la procédure de divorce et sera ainsi communiquée par mon avocat au juge, à mon conjoint ainsi qu'à un éventuel expert désigné par le juge ;
- En cas de modification dans ma situation personnelle telle que décrite ci-après je m'engage à adresser immédiatement à mon avocat une nouvelle déclaration sur l'honneur et je conserve à cette fin un exemplaire vierge de ce document ;
- En cas de déclaration incomplète ou inexacte, je m'expose outre au rejet de mes prétentions et arguments d'une part à des sanctions civiles pouvant être constituées par d'importants dommages et intérêts que je devrai verser à mon conjoint et d'autre part à des sanctions pénales pouvant être constituées par les peines d'amende et d'emprisonnement prévues en matière de faux et d'escroquerie au jugement par les articles 441-1 et 313-1 du Code pénal soit un maximum de cinq ans d'emprisonnement et 375.000 € d'amende.

- 3) LE PASSIF grevant mon patrimoine et comprenant l'ensemble des dettes, emprunts, loyers, pensions alimentaires, sommes diverses dues à des tiers en raison d'un contrat ou d'un fait ayant engagé ma responsabilité.
Préciser la nature, la date à laquelle il est dû ainsi que son montant.

4) MES CONDITIONS DE VIE

Décrire les conditions de vie matérielles, logement actuel, résidences secondaires, véhicules utilisés, train de vie ainsi que les conditions de vie personnelles en précisant s'il existe une vie commune avec un nouveau compagnon ou une nouvelle compagne, un tiers, un parent qui héberge...

- 5) AUTRES : je donne si besoin tout autre renseignement qui apparaîtrait utile à l'appréciation par le juge de la situation actuelle

FAIT A :

LE :

Ma signature précédée de la mention :

« Lu et Approuvé »